

17 avril 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Borut Pahor, président de la République de Slovénie, sur les relations entre la France et la Slovénie dans le cadre de l'Union européenne, à Paris le 17 avril 2013.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs,

j'ai reçu pour la première fois, à l'Élysée, le président de la Slovénie. L'occasion était trop belle, à tous les sens du terme puisque c'était pour lui une visite qui lui permettait d'inaugurer une exposition impressionniste avec des peintres slovènes.

Mais nous voulions surtout consacrer notre rencontre au partenariat stratégique qui a été signé entre nos deux pays en 2011, le président était alors Premier ministre. Partenariat qui nous permet, sur le plan culturel, sur le plan économique, sur le plan également politique, de rapprocher nos deux pays.

Notre discussion a porté également sur ce que nous attendions de l'Europe et ce qu'était la situation en Slovénie. Ce que nous attendons de l'Europe, c'est quelle puisse être un cadre de solidarité et de règles, que les États doivent respecter aussi bien sur le plan budgétaire que sur le plan de l'organisation bancaire. C'est ce que nous avons fait depuis un an pour préserver l'intégrité de la zone euro, pour faire en sorte qu'il puisse y avoir des mécanismes de soutien pour les pays qui pouvaient éprouver des difficultés, et remettre le secteur bancaire en bon ordre avec l'Union Bancaire.

Ce que nous voulons, c'est que l'Europe soit aussi un cadre de croissance. Ce que j'ai commencé à porter comme priorité dès mon élection, et que je vais continuer d'engager au sein de l'Union européenne.

Car s'il n'y a pas de croissance, alors, le risque c'est que les pays, qui sont en difficulté, ne connaissent que laustérité, et que laustérité finisse par être contagieuse y compris pour les pays qui ne sont pas pour le moment en difficulté et qui peuvent même être excédentaires quant à leur balance des paiements ou même leurs comptes publics.

Quant à la situation de la Slovénie, je veux ici, dire ma confiance, la confiance de la France dans ce qui est engagé en Slovénie. C'est-à-dire un assainissement bancaire, mais aussi des mesures courageuses de redressement des comptes publics et une volonté de mettre la Slovénie en capacité d'améliorer sa compétitivité.

Le secteur bancaire slovène a toutes les conditions pour résister aux difficultés actuelles et je pense que nous devons apporter à la Slovénie, ce qu'elle attend de nous, de la confiance.

Il n'y a pas de raison de faire quelque comparaison que ce soit entre la Slovénie et un autre pays en Europe qui vient de traverser une épreuve. Ce n'est pas du tout la même situation économique, bancaire et même politique.

A partir de là, nous aurons avec la Première ministre qui vient d'être désignée à travailler ensemble, France et Slovénie, pour porter ce message au plan européen.

Aujourd'hui, je voulais dire toute ma confiance à l'égard de ce qui est engagé en Slovénie, qui est une politique de réforme importante et, qui va même avoir une traduction constitutionnelle.

Entre la Slovénie et la France, il y a une amitié, mais il y a aussi une solidarité.

M. Borut PAHOR - Mesdames et Messieurs, Monsieur le président,

Merci de votre hospitalité et de votre accueil deux ans après la signature du partenariat stratégique entre la France et la Slovénie. Ce partenariat approfondi ne se traduit pas seulement par l'exposition que nous allons inaugurer aujourd'hui ici à Paris - l'exposition des peintres impressionnistes slovènes - mais aussi par le dialogue politique dont la rencontre d'aujourd'hui est une des preuves et aussi par le fait que malgré la crise, le volume et l'intensité de nos rencontres et de nos relations sont restées inchangées.

J'ai fait part à Monsieur le président de la République française, des projets et des activités réalisées par notre gouvernement, bien sûr dans la mesure où mes compétences me le permettent, et également des mesures que nous avons prises pour consolider nos finances publiques et pour mettre en œuvre des réformes nécessaires pour le redressement économique. La Slovénie ne cache pas ses difficultés, loin de là, surtout ses difficultés dans le secteur bancaire. Mais ces difficultés ne sont pas comparables à celles auxquelles ont dû faire face d'autres pays qui, à la fin du compte, ont dû recourir à l'aide financière.

Dans les semaines et dans les mois à venir, la Slovénie devra adopter et réaliser de nombreuses mesures importantes à commencer par la modification de la Constitution. Le 14 février, nous en sommes convenus avec les dirigeants politiques slovènes. Ensuite nous devons mettre en œuvre des mesures qui avaient été annoncées déjà par l'ancien gouvernement et passer aussi à la réalisation de nouvelles idées du gouvernement actuel. Ce ne sera pas facile, mais je crois que nous pourrions être fiers du fait que la Slovénie, grâce au soutien de ses partenaires, dont la France, sera couronnée de succès dans ses efforts. J'ai également répondu à la question de Monsieur le président et je lui ai expliqué que malgré les difficultés auxquelles nous faisons maintenant face en Slovénie, nous sommes à même de maintenir la responsabilité que nous avons pour les régions de notre voisinage dans le sud-est de l'Europe.

En Slovénie nous sommes forts de connaissances, d'expériences et de nombreuses idées qui peuvent contribuer à la stabilité dans cette région de l'Europe et à la préparation des pays dans leur adhésion à l'Union Européenne. La Slovénie est un pays qui peut et qui doit les accompagner sur cette voie et c'est sur ceci que nous avons également échangé des vues avec le président de la République Française.

Pour terminer, même si Monsieur le président n'a pas de doute sur nos capacités à résoudre nous-mêmes nos problèmes, je l'ai invité à s'en assurer lui-même et je l'ai invité à se rendre en visite officielle en Slovénie.